

FOCUS

LES CALAISIENNES DANS L'HISTOIRE



**LES CALAISIENNES
EN TEMPS DE
GUERRE**

**VILLES
& PAYS
D'ART &
D'HISTOIRE**

SOMMAIRE

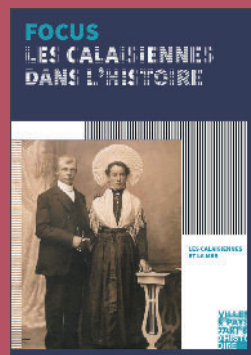
LES FEMMES EN TEMPS DE GUERRE DURANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

- 5 INTRODUCTION
- 6 UN NOUVEAU RÔLE
- 8 UN QUOTIDIEN DIFFICILE
- 10 SAUVER DES VIES

LES FEMMES EN TEMPS DE GUERRE DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

- 15 INTRODUCTION
- 16 VIVRE SOUS L'OCCUPATION
- 18 L'IMAGE DE LA FEMME SOUS LA PROPAGANDE DE VICHY
- 20 RÉSISTER

DISPONIBLES DANS LA MÊME COLLECTION :



Crédits couverture

Calaisiennes faisant partie du
comité des vêtements chauds
pour les soldats

© Collection Chatelle et Tison

**1. Extrait du carnet du soldat
Felix Walravens écrivant à sa
fiancée calaisienne**

© Musée de Mémoire de Calais

Rédaction

Amandine Delacourt et Inès
Stempud, Archives municipales
de Calais

Maquette

Aurélié Gomez

« Les Calaisiennes vont, elles aussi, prendre
« la place des hommes » dans de nombreuses
professions et surtout au sein des industries
[...] Malgré leur implication, elles n'y ont
cependant qu'un statut de remplaçante et
leur légitimité en tant qu'ouvrières qualifiées
sera rediscutée à la fin du conflit. »



**1. Intérieur de l'usine
Vendroux fabriquant des
biscuits de guerre 9Fi8**
© Archives municipales de
Calais

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

INTRODUCTION

Le 1^{er} août 1914, l'ordre de mobilisation générale est affiché dans toutes les communes de France et des millions d'hommes se préparent à partir en guerre. Les femmes, elles aussi se préparent à une autre forme de mobilisation, on va faire appel à elles dans les champs, les usines, les ateliers, les hôpitaux, les écoles...

Elles doivent désormais endosser le rôle de chef de famille tout en continuant à tenir leur rôle de mère, d'épouse, de fille dévouée dans un quotidien marqué par les privations, les pénuries, la peur de l'ennemi et des bombardements... L'image de la femme en tant que veuve ou mère éplorée, fière ouvrière ou infirmière sera d'ailleurs largement utilisée dans la propagande de l'Etat pour glorifier le peuple français et favoriser cet effort de guerre.

Les Calaisiennes vont, elles aussi, prendre « la place des hommes » dans de nombreuses professions et surtout au sein des industries. De nombreuses usines seront transformées pour participer à l'effort de guerre : armes et munitions, équipements pour les soldats, pain de guerre... Malgré leur implication, elles n'y ont cependant qu'un statut de remplaçante et leur légitimité en tant qu'ouvrières qualifiées sera rediscutée à la fin du conflit.

Des milliers d'entre elles vont également s'engager en tant qu'infirmières dans les installations sanitaires à l'arrière ou sur le front. Durant quatre ans, elles se donneront corps et âme pour soigner et rassurer les hommes tombés au champ de bataille dans des conditions de travail parfois catastrophiques.

À la fin du conflit, malgré de nombreuses promesses, on les renvoie trop facilement à leur foyer, à leur rôle de mère et d'épouse. Le tant attendu droit de vote pourtant promis leur est par exemple finalement refusé.

UN NOUVEAU RÔLE

FEMMES AU TRAVAIL : UNE RÉALITÉ AVANT 1914

On entend souvent l'idée que la Première Guerre mondiale permit l'entrée massive des femmes sur le marché du travail. Ce propos est à nuancer car le travail féminin a toujours existé, bien qu'il fut limité à des « travaux de femmes » bien souvent invisibilisés et n'entrant pas toujours dans les statistiques officielles : travaux domestiques, de couture, soin des enfants, travaux agricoles ou dans le commerce. Avant la période industrielle à Calais, de nombreuses femmes occupaient des emplois précaires en tant que femmes de marins (pêcheuses à pied, raccommodeuses de filets) ou de paysans (travaux de récoltes, vendanges). Cependant, après la Révolution industrielle, les statistiques démontrent que les femmes représentent désormais une vraie part de la main d'œuvre ouvrière et notamment dans les usines de textile (en 1908, sur les 20.000 ouvriers employés à Calais, 6.000 sont des femmes). En France, à la même époque, le travail féminin représentait 37% de la population active. Durant la Première Guerre mondiale, il y a donc surtout un redéploiement des emplois féminins.

LES FEMMES À LA HAUTEUR DU FRONT

Avec le départ des hommes au front, les femmes deviennent les chefs de famille et avec ce statut, vient la responsabilité d'assurer seules la subsistance de leur foyer. Le travail des femmes devient donc essentiel pour elles-mêmes, mais également pour maintenir l'économie du pays. Ce remplacement va permettre de combler l'absence des hommes et de donner aux femmes l'occasion d'obtenir de meilleurs salaires et d'occuper des métiers alors traditionnellement réservés aux hommes comme postier ou conducteur de tramway. Elles vont également travailler dans des industries où elles étaient alors peu employées : chimie, automobile et bien sûr l'armement. À la fin de la guerre, on estimera à 450.000, le nombre de femmes ayant travaillé pour l'effort de guerre.

LES TRAVAILLEUSES DE CALAIS

Celles-ci vont tout d'abord, dans la mesure du possible, occuper le travail de leur mari mobilisé, aidées parfois d'ouvriers militaires, en particulier dans le commerce. Pour les autres, elles pouvaient se porter volontaires pour l'armée et être embauchées dans des industries dédiées à l'effort de guerre. Bien que mieux rémunéré, le travail dans ces industries était très difficile, avec un rythme soutenu et présentant de grands dangers pour les femmes qui y travaillaient sans réelles protections ni formation. À Calais, les femmes furent particulièrement embauchées à la biscuiterie Vendroux fabriquant des biscuits de guerre pour les soldats, l'usine De Laire produisant des produits chimiques pour les armées alliées ou encore la minoterie Renaux produisant de la farine pour les boulangeries militaires. Calais étant une base arrière pour de nombreuses armées alliées, les Calaisiennes pouvaient également y trouver du travail comme secrétaire ou ouvrière textile pour l'armée belge ou aux ateliers de menuiserie, cordonnerie et à l'armurerie pour l'armée anglaise. Les services de santé vont également employer de nombreuses femmes durant la Première Guerre mondiale en tant qu'infirmières et ambulancières.

UNE IMAGE DE REMPLAÇANTE

Bien que l'expansion du travail féminin, en particulier dans les usines, se confirme après la guerre, les femmes restent cantonnées à des travaux moins qualifiés et répétitifs. Quant aux emplois tertiaires (enseignement, fonction publique, social) ils se féminisent, mais l'écart de salaire reste énorme, sans grande possibilité d'évolution de carrière. Côté politique, malgré les promesses faites, les Françaises n'obtiennent pas le droit de vote, contrairement à d'autres pays européens. Lors de la démobilisation, malgré le rôle majeur qu'elles ont joué en participant massivement à l'effort de guerre et à maintenir l'activité économique du pays, les femmes vont garder cette image de remplaçante et la plupart reprennent leur place au foyer.



1. Travail féminin avant guerre Archives municipales de Calais 34S54
© Imperial War Museum
2. Armurerie dans un camp anglais Archives municipales de Calais Q29335
© Imperial War Museum



UN QUOTIDIEN DIFFICILE

LES FEMMES FACE À LA PRÉCARITÉ

En parallèle de leurs efforts de guerre, en prenant part notamment à la production militaire, les femmes à l'arrière vont également devoir faire face aux difficultés de la vie quotidienne que le conflit mondial va entraîner. Dans la plupart des familles d'avant-guerre, l'homme est le seul à travailler et des milliers de femmes se retrouvent sans ressources au départ de leur mari dont elles dépendent financièrement. Même en prenant un emploi, elles restent sous-payées et peuvent difficilement subvenir aux besoins de leur famille. L'Etat va alors mettre en place des allocations versées aux femmes de mobilisés. Celles-ci s'élevaient à 1.25F par jour, majorées de 50cts par enfant. Elles vont s'étendre ensuite aux femmes de prisonniers militaires et aux victimes civiles. Des secours immédiats étaient également versés en cas de décès au front du chef de famille. Ces aides financières seront augmentées plusieurs fois au cours des quatre ans de guerre, mais jamais au point d'être suffisantes pour les familles pour vivre convenablement.

LE MANQUE DE RESSOURCES

Calais, comme toutes les villes de France, subit de plein fouet les difficultés d'approvisionnement dues à la baisse de rendement des récoltes ou des problèmes de transports des marchandises. Les pénuries ne tardent donc pas à arriver et avec elles, une hausse générale des prix. Pour éviter les abus de certains commerçants, dès 1915, des taxes sur certains produits de la vie courante vont commencer à être appliquées pour bloquer les prix (pétrole, farine, beurre, lait, pain) puis des cartes de rationnement seront instaurées pour distribuer équitablement des produits indispensables (pain) ou devenus rares (sucre, charbon). Malgré cela, les manques se font sentir et les Calaisiennes se manifesteront en masse auprès de la municipalité pour s'en plaindre. Les restrictions ne font cependant que s'intensifier : des jours sans viande sont instaurés, certains produits comme la pâtisserie sont interdits à la vente, la pêche est très limitée, si bien que les pêcheurs délaissent leurs bateaux pour trouver du travail plus rentable et les prix du poisson explosent. À partir de 1916, le charbon se

fait rare et pour pallier ce manque, la municipalité le fait venir par mer du Royaume-Uni, mais cela se révélera insuffisant pour faire face à l'hiver glacial que connurent les Calaisiens à l'hiver 1916-1917. Un système de troc était également en place avec les habitants des campagnes qui subsistaient mieux grâce à leurs jardins et potagers personnels.

VIVRE SOUS LES BOMBES ET DANS LA PEUR

Les Calaisiennes vont également vivre dans la peur des bombardements. En effet, même si elle se situe loin de la zone du front, Calais de par la situation stratégique de son port est une cible pour les Allemands qui vont la bombarder dès septembre 1914. Dès les premiers signaux des sirènes, les habitants devaient se rendre dans les abris prévus à cet effet ou dans les caves des particuliers. Mais ce système a ses failles : des familles entières restaient parfois des heures dans les abris car elles n'entendaient pas la fin de l'alerte, d'autres réclamaient au maire d'obliger certaines personnes à ouvrir leur cave aux familles. Enfin, des drames arrivaient parfois lors de l'effondrement de ces dernières comme ce fut le cas lors du bombardement du 27 septembre 1917 qui provoqua la mort de 18 personnes dont de nombreuses femmes et enfants. Calais subira 71 bombardements durant les quatre années de guerre et sur les 125 victimes civiles, 60% furent des femmes et des enfants.

L'IMPACT PSYCHOLOGIQUE DE LA GUERRE

En plus de ces efforts du quotidien, un soutien financier était aussi demandé à la population civile en participant aux nombreuses œuvres de bienfaisance, mais surtout aux emprunts municipaux et nationaux dont la figure féminine fut souvent utilisée pour les campagnes de publicité. Toutes ces privations et difficultés furent traversées par des femmes qui étaient également en souffrance psychologique et affective, passant toute la guerre à attendre des nouvelles d'êtres chers qui parfois ne revinrent pas ou seront portés disparus sans aucune possibilité d'aller se recueillir sur leur tombe. Malgré cela, les femmes continueront d'être un soutien essentiel au relèvement du pays et au rétablissement des hommes marqués par la guerre.

EMPRUNT NATIONAL 1918

SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE



VISA n° 13.292

Archives Municipales de la Ville de Calais, tous droits réservés

IMP. CRÉTÉ 2, Rue des Italiens, PARIS

1

VILLE DE CALAIS A LA POPULATION CALAISIENNE

Le Maire de Calais, en présence des circonstances actuelles, croit devoir avertir la Population qu'après l'épuisement du stock de farine de la Ville, c'est-à-dire depuis plusieurs semaines, il n'a pas cessé de signaler à l'Administration supérieure l'insuffisance du ravitaillement de Calais et les besoins urgents de notre Ville :

Que s'il s'est produit des retards dans les envois de farine, ces retards n'engagent, en aucune façon, la responsabilité de l'Administration municipale, qui a fait tout ce qui était en son pouvoir pour les prévenir.

Le Maire fournira, d'ailleurs, à la prochaine séance du Conseil, des explications complètes sur les difficultés qu'il a rencontrées.

Aujourd'hui la farine ~~se arrive~~ arrive et le ravitaillement est assuré.

Le Maire fait appel, dans la période difficile que nous traversons, au patriotisme de la Population, afin que l'ordre soit strictement maintenu. Il compte sur tous pour que Calais conserve, au travers des difficultés actuelles, le calme et la dignité que les Calaisiens ont toujours observés depuis le commencement de la guerre.

Le Maire: Ch. MORIEUX.

Calais - Imprimerie J. FÉLIX

Archives Municipales de la Ville de Calais, tous droits réservés

2



3

1. Emprunt national 1918 10Fi491

2. Avis à la population pour le ravitaillement de farine 10Fi437

3. Attroupement pour le rationnement 25Fi28

© Archives municipales de Calais

9

SAUVER DES VIES



RÉORGANISATION DU PERSONNEL DE SANTÉ

Dès les premiers mois de la guerre et les premiers affrontements, il est très clair que le pays va devoir s'organiser d'urgence pour pouvoir venir en aide et soigner des milliers de blessés. Calais, ville à l'arrière du front, s'organise en camp retranché et va multiplier les installations sanitaires. En octobre 1914, près d'une quarantaine d'ambulances sont déjà opérationnelles. De nombreuses infrastructures publiques vont être réquisitionnées et transformées en centres de soins dont notamment de nombreuses écoles. Deux institutions s'activent particulièrement dès la mobilisation, il s'agit de « l'Union des femmes de France » et la « Société de secours aux blessés militaires », toutes deux dirigées par des femmes et affiliées à la Croix-Rouge française. Associées à l'armée, leur but est de récolter des dons, de créer des hôpitaux auxiliaires et de former des infirmières prêtes à servir sur le front. Elles ne recrutent que des femmes qu'on surnommait « les anges blancs ».

SERVIR AUTREMENT : LES FEMMES DANS LES SERVICES DE SANTÉ

Elles seront nombreuses à s'engager volontairement dans les services de santé par envie de servir leur pays, ne pouvant combattre. De nombreux courriers en attestent dans les archives, comme cette jeune Calaisienne qui veut « servir ma Patrie comme le font mes frères aînés » ou une autre, artiste sans ressources, qui « préfère mieux mourir pour la France (...) que mourir de misère ». Bien que les Calaisiennes ne manquent pas de courage et s'engagent massivement, la ville manque encore d'infirmières. Une annonce va être

passée dans le journal anglais « Daily Mail » et de nombreuses nurses anglaises vont répondre à l'appel. Surnommées les « FANY », ces engagées volontaires anglaises vont en particulier assurer les liaisons entre le front et les hôpitaux à l'arrière au volant de leurs ambulances. Les infirmières vont avoir un rôle crucial dans l'organisation des services sanitaires. En plus de soigner les blessés, sans réelle formation préalable pour la plupart, elles vont également gérer les entrées et sorties, s'occuper des stocks de matériel et de médicaments, mettre en place des cantines et bien sûr apporter leur soutien moral et du réconfort à tous les soldats blessés.

LA CORRESPONDANCE PRIVÉE : LUTTE CONTRE LA SOLITUDE

Ce soutien moral sera aussi apporté aux combattants grâce aux millions de lettres qui seront échangées entre le front et l'arrière. La correspondance privée a explosé durant la Première Guerre mondiale, chaque mère, épouse, fiancée, sœur, fille tenait à garder un lien avec l'être cher éloigné du foyer. Par ces courriers, elles permettaient aux Poilus de lutter contre la solitude et de garder un pied dans la réalité en leur donnant des nouvelles du quotidien. Nous gardons dans les archives, le carnet personnel d'un soldat belge fiancé à une Calaisienne, où il raconte les échanges épistolaires qu'il a avec cette dernière et confie sur le papier son amour pour elle et l'attente des prochaines permissions... Mais tous les hommes n'ont pas cette chance, certains n'ont plus de famille, d'autres sont dans l'incapacité de les contacter (notamment à cause de l'exode provoqué par l'occupation d'une partie de la



1. Parents sur la tombe de leur fils, tombé au combat

© Collection privée Delarue

2. Hôpital militaire au lycée Sophie Berthelot

9Fi8_61

© Archives municipales de Calais

France). C'est pourquoi en 1915, une certaine Marguerite de Lens a l'idée de créer l'association « la famille du soldat » qui propose de recruter des marraines de guerre pour écrire à ces soldats esseulés. Ainsi, de nombreuses femmes qu'elles soient mères de famille, célibataires, ouvrières, bourgeoises, etc., vont répondre à l'appel des annonces parues dans les journaux et entamer des relations épistolaires avec des Poilus. Il est vrai que certains soldats et certaines marraines espèrent ainsi trouver une épouse ou un mari, des idylles naîtront d'ailleurs de ces échanges... Ce phénomène sera d'ailleurs vivement critiqué par une partie de la population qui déplorera la perte de l'élan patriotique des premières marraines, pour transformer ce dispositif en « agence matrimoniale pour poilus » !

LA SOLIDARITÉ DES CALAISIEUX EN TEMPS DE GUERRE

Il y eut également de nombreuses œuvres de bienfaisance mises en place durant le conflit pour venir en aide aux soldats et à la population civile. À Calais, en plus de la Croix-Rouge, trois comités se forment pour venir en aide aux prisonniers de guerre et aux réfugiés belges (présents en masse à Calais suite à l'invasion de leur pays dès le début du conflit) et en particulier aux orphelins. Une colonie enfantine belge est d'ailleurs créée pour subvenir aux besoins de ces petits en leur fournissant hébergement, vivres, soins, instruction... Un comité se forme également pour envoyer des colis aux prisonniers et récolter en particulier des vêtements chauds. Des quêteuses allaient ainsi de porte en porte pour appeler à la générosité des familles calaisiennes. Le maire, Charles Morieux, félicitera d'ailleurs dans un communiqué officiel, la générosité des

Calaisiens à leurs égards. De nombreux habitants n'attendaient cependant pas les sollicitations des quêteuses pour aider les plus démunis et en particulier les soldats, chaque famille ayant un proche sur le front. Des habitants du Fort Nieulay, malgré les restrictions n'hésitèrent pas à rassembler des denrées rares comme le lait, le beurre ou le chocolat pour les offrir aux blessés de guerre. Enfin, la Croix-Rouge via notamment « l'Union des Femmes de France » participait aux nombreuses actions nationales (Journée du Poilu, des Orphelins, des Tuberculeux, etc.) pour vendre des petites cartes ou insignes au profit des œuvres.

L'ENGAGEMENT COURAGEUX DES FEMMES

Ainsi, les femmes et les Calaisiennes n'ont pas manqué de solidarité durant la Première Guerre mondiale, pilier dans les foyers pour remplacer les hommes partis au front, assurant des tâches totalement nouvelles dans le monde du travail ou travaillant durement dans les usines d'armement, les femmes avaient encore le cœur et l'énergie pour venir en aide à ceux dans le besoin alors qu'elles souffraient elles-mêmes de nombreuses restrictions ! Quant à toutes ces infirmières civiles ou militaires, bénévoles ou salariées, elles furent plongées sans ménagement dans l'horreur des combats comme le furent peu de femmes. Elles s'activèrent courageusement dans les hôpitaux, les gares, les camions sanitaires, les navires-hôpitaux, etc., et deviendront de véritables icônes patriotiques ! Plus de 10.000 infirmières françaises seront décorées pour leur engagement durant la Première Guerre mondiale et 350 d'entre elles y trouveront la mort. Beaucoup continueront leur engagement après-guerre.



1



2

1. Fany anglaises Q4672 Archives municipales de Calais

© Imperial War Museum

2. Famille pendant la Première Guerre mondiale

© Collection privée François

3. Calaisiennes et soldats alliés à la gare

© Bibliothèque nationale de France

4. Infirmerie dans un camp belge

© Collection privée Carion



« Les mères de famille vont en effet être mises sur un piédestal durant les quatre années de guerre. Certaines Calaisiennes vont cependant se révolter contre cette image réductrice voulue par le régime et contre l'occupant également par une résistance du quotidien : manifestations, grèves, refus d'obéir ou plus active en rejoignant des réseaux de Résistance organisés, majoritairement masculins. »



1. Ouvrières de l'usine de dentelle Sury en essayant leur masque à gaz

© Collection privée Sury

LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

INTRODUCTION

Quand la France entre à nouveau en guerre en 1939, de nombreuses femmes vont comme en 1914, s'engager pleinement dans l'effort de guerre pour soutenir l'économie du pays. Les Calaisiennes vont alors reprendre le chemin des champs et des usines, tandis que d'autres s'engagent en tant que personnel de santé dans les nouvelles unités militaires féminines de l'armée française.

Mais après à peine un an de combat, la France capitule face à l'Allemagne et un armistice est signé le 22 juin 1940. Cela aura pour conséquence l'occupation de toute la partie nord du pays dont Calais. La population va alors devoir se plier aux règles de l'occupant : contrôle des déplacements, réquisitions, couvre-feu, censure, etc., et faire face courageusement aux pénuries et au manque de ravitaillement, tout en étant sous la menace constante des bombardements.

Les femmes calaisiennes, comme toutes les Françaises, vont également subir la propagande du régime de Vichy, mis en place par le Maréchal Pétain après la défaite de la France. Beaucoup vont devoir quitter leur travail et les jeunes filles seront endoctrinées pour n'avoir qu'un seul objectif : créer un foyer heureux et faire beaucoup d'enfants ! Les mères de famille vont en effet être mises sur un piédestal durant les quatre années de guerre.

Certaines Calaisiennes vont cependant se révolter contre cette image réductrice voulue par le régime et contre l'occupant également par une résistance du quotidien : manifestations, grèves, refus d'obéir ou plus active en rejoignant des réseaux de Résistance organisés, majoritairement masculins.

À la fin de la guerre, cette résistance et ce dévouement des femmes envers leur famille ne seront pas toujours reconnus à leur juste valeur. Beaucoup d'entre elles seront même accusées de collaboration lors de l'épuration pour simplement avoir dû héberger ou travailler pour des soldats allemands. La Seconde Guerre mondiale permet tout de même une certaine émancipation des femmes, puisque celles-ci obtiennent enfin le droit de vote et deviennent donc enfin des citoyennes à part entière !

VIVRE SOUS L'OCCUPATION

À NOUVEAU SEULES

Le 26 mai 1940, la ville de Calais tombe aux mains des Allemands, un mois avant la signature d'un armistice qui officialisera sa mise sous contrôle allemand. L'administration municipale reste en place, mais elle est désormais contrôlée par la Kommandantur (administration allemande). Bien que les hommes soient présents en plus grand nombre que durant la Première Guerre mondiale, beaucoup d'entre eux furent tués lors des combats de 1939-1940, capturés comme prisonniers de guerre ou réquisitionnés pour le travail en Allemagne. De nombreuses femmes se retrouvent donc encore une fois seules à la tête de leur foyer.

LA DIFFICULTÉ DU RATIONNEMENT ALIMENTAIRE

Les premières difficultés auxquelles elles vont devoir faire face sont celles liées au rationnement alimentaire. La production agricole et industrielle est grandement impactée par la présence de l'occupant dans la région qui n'hésite pas à s'octroyer la part belle des récoltes et des productions, les pénuries s'installent donc très rapidement. À partir de l'automne 1940, la carte d'alimentation est instaurée et devient obligatoire pour obtenir la plupart des denrées nécessaires à la vie courante. Elle était distribuée selon des critères d'âge et de profession. Cette « carte d'identité alimentaire » va donner droit à une multitude de coupons et tickets qu'il fallait remettre aux commerçants en plus du paiement des produits. Seulement, les pénuries sont tellement fortes qu'être en possession d'un ticket ne garantissait pas toujours l'obtention des rations promises... Les ersatz, produits

de substitution, vont alors se multiplier (la saccharine à la place du sucre, de la farine de pomme de terre au lieu du blé ou encore du carton pour les semelles de chaussures). Le marché noir va également prendre de l'ampleur, avec des denrées se vendant parfois trois à quatre fois le prix habituel. Le rationnement est donc un combat de tous les instants pour les habitants et en particulier pour les mères de familles qui font part de leur désespoir directement au maire afin de recevoir quelques secours supplémentaires. Le rationnement s'étend ensuite aux vêtements, chaussures ou encore au carburant. Toute cette organisation était gérée par le bureau de bienfaisance qui s'occupait en temps normal de venir en aide aux plus démunis et aux personnes sans ressources. Il est épaulé dans sa mission par le Secours National, un organisme d'entraide créé en 1914.

LA DURETÉ DE L'OCCUPATION

Au quotidien, la présence de l'occupant allemand se manifestait aussi par les nombreuses restrictions auxquelles devait faire face la population. On ne pouvait par exemple plus se déplacer aussi facilement, il fallait des laissez-passer (ausweis) pour tout et les contrôles étaient nombreux. Les habitants étaient également soumis à un couvre-feu et des zones entières de la ville étaient interdites d'accès, notamment l'ensemble de Calais Nord. Les habitants eurent à peine l'autorisation de venir chercher quelques affaires dans le quartier avant de devoir quitter définitivement la zone et être relogés. Des centaines de familles n'y retrouveront que des ruines après la guerre.



QUAND LA GUERRE DÉPOSSÈDE

Les habitants pouvaient également à tout moment être soumis aux réquisitions et être dépossédés du peu qu'ils détenaient : voitures, mobylettes, chevaux, postes de TSF, etc. De nombreuses familles durent également mettre leur logement à disposition de l'armée allemande, dans leur totalité ou en le partageant avec un soldat. Certaines Calaisiennes furent également réquisitionnées pour travailler pour les Allemands en tant que femmes de peine ou plus rarement, à partir de 1943, être appelée pour le Service du Travail Obligatoire. En 1913, l'histoire d'Agnès Lanez refit surface grâce à une famille allemande qui retrouva des affaires de cette jeune Calaisienne dans leur maison. Elle avait, à l'âge de 17 ans, pris la place de son père, alors réquisitionné pour le STO. L'on pouvait également se déclarer volontaire pour un départ en Allemagne dans l'espoir d'un salaire alléchant ou remplir « un contrat d'épouse » pour rejoindre un mari prisonnier de guerre.

DES BOMBARDEMENTS INCESSANTS

Les Calaisiennes durent également faire face aux ravages de la guerre, car les bombardements ne cessèrent pas (Calais connu 72 bombardements et plus de 16.000 immeubles furent détruits ou endommagés). Quand cela était possible, beaucoup allaient passer la nuit à la campagne, moins visée par les attaques ennemies. Pour les autres, elles pouvaient se rendre dans un des 350 abris prévus à cet effet. Chaque habitant disposait d'une carte indiquant strictement l'endroit où il était autorisé à se rendre. Les habitants durent aussi se protéger d'une nouvelle

menace : les bombes toxiques pouvant dégager des émanations dangereuses. Pour cela, des masques à gaz furent distribués à la population et notamment dans les écoles.

ÉVACUATIONS, RELOGEMENTS ET RETOUR APRÈS LA GUERRE

En cas de dégâts, des dédommagements étaient prévus en argent et en nature. Les immeubles non occupés étaient également recensés pour reloger en urgence les sinistrés et notamment les nombreuses personnes qui avaient choisi d'évacuer la ville en 1940 lors du siège et qui souhaitaient désormais retourner vivre à Calais. De nombreuses familles ne retrouvèrent cependant Calais qu'après la guerre car devant la peur de l'occupant, des bombardements incessants ou simplement devant l'insistance des autorités, beaucoup de Calaisiens quittèrent la ville pour des régions moins dangereuses. La Croix-Rouge organisait également des convois pour l'évacuation des enfants, notamment vers la Suisse, évacuation qui fut rendue obligatoire à partir de février 1944 tout comme celles des personnes âgées et des malades. Après la joie éphémère de la libération et de l'armistice, commença alors l'angoissante attente du retour des prisonniers, des déportés ou des enfants envoyés au loin pour leur sécurité...

1. Circulation sous l'occupation 325

© Archives municipales de Calais

2. Soldats allemands en centre ville 325

© Archives municipales de Calais

L'IMAGE DE LA FEMME SOUS LA PROPAGANDE DE VICHY

LA VALORISATION DU STATUT DE MÉNAGÈRE

Dès la fin de la Première Guerre mondiale, nous retrouvons déjà dans la société les prémices des grands principes du futur régime de Vichy : Travail, Famille, Patrie. On dénombre en effet 700.000 veuves à la fin de guerre, l'une des priorités du pays sera alors d'encourager le remariage et la natalité. Le statut de « ménagère » va être valorisé, des cours d'arts ménagers et de puériculture vont être mis en place dans les écoles et la journée des mères est instaurée en 1926. En contrepartie, les progrès dans l'enseignement des filles vont permettre d'encourager le travail des femmes et en particulier en tant qu'employée de bureaux et dans la fonction publique. Ce renouveau se ressent aussi dans la mode, avec les garçonnnes des années 1920, les femmes portent plus volontiers le pantalon, elles sont autorisées à conduire des automobiles et même à se syndiquer sans l'accord de leur mari. Mais la crise des années 1930 va mettre un frein à ces évolutions, une part de la classe politique et de la population rejette en partie la faute des difficultés économiques sur le travail des femmes et souhaite le retour de celles-ci au foyer. Après tout, à cette époque, la femme est toujours civilement considérée comme étant sous l'autorité de ses parents ou de son mari. En juillet 1939 est voté « le Code de la Famille » qui renforce les allocations familiales votées en 1932.

LA CONDITION FÉMININE SOUS VICHY

Un mois plus tard, la France entre en guerre contre l'Allemagne, ce qui se soldera par la signature d'un armistice le 22 juin 1940, l'administration de la France est alors laissée sous le contrôle de l'État Français (ou régime de Vichy) dirigé par le Maréchal Pétain. Il met très vite en place une politique nataliste, familialiste et traditionaliste (la Révolution Nationale) qui s'interroge très vite sur la place de la femme dans le monde professionnel. Ainsi, le 11 octobre 1940, une loi est votée excluant toutes

les femmes du secteur public. Les fonctionnaires sont renvoyées chez elles, les femmes de plus de 50 ans mises automatiquement à la retraite et on interdit le recrutement des femmes mariées (sauf si leur mari est absent ou s'il ne suffit pas à subvenir aux besoins du foyer). Cependant, on se rend très vite compte que dans un contexte de guerre et d'occupation (1.800.000 de soldats français sont retenus en Allemagne après la défaite), cette loi ne peut être appliquée... Le pays a besoin de main-d'œuvre pour survivre économiquement, on ne peut donc pas se passer du travail des femmes surtout dans l'administration. Cette loi sera suspendue en octobre 1942.

LE RÉGIME PÉTAINISTE

En contrepartie de ces réformes restrictives pour la liberté des femmes, le régime pétainiste va mettre en place une véritable propagande autour du culte de la mère de famille où la natalité devient un enjeu national, patriotique et politique. Dans le cahier d'une jeune écolière calaisienne de 13 ans, on peut ainsi y lire ces lignes : « avoir des enfants [...] est un devoir envers Dieu et envers la patrie [...] c'est l'une des plus grandes sources de joie pour l'être humain ». Cette propagande et ce culte autour du Maréchal Pétain s'imposaient ainsi dans les écoles. Son portrait était accroché dans chaque classe et des cours de morale furent mis en place afin de valoriser la devise de l'État Français. Ainsi, le « Travail » était glorifié, notamment celui du paysan et de l'artisan, on persuadait les élèves du bien-fondé de la « Famille » et on vantait les mérites des familles nombreuses, enfin l'éloge de la « Patrie » se traduisait par l'étude du culte des héros et des saints.

LE CULTE DE LA MÈRE DE FAMILLE

Plusieurs organismes et associations vont rejoindre le mouvement d'endoctrinement du régime. C'est le cas de « l'Alliance Nationale contre la Dépopulation » que rejoindra le maire de Calais en 1943. Dans ses



**TOUT FRANÇAIS
A INTÉRÊT
A FONDER UNE FAMILLE**



Tout homme et toute femme désirent, au moment où ils se marient, organiser leur existence en vue de s'assurer le bonheur dans le présent et la sécurité dans l'avenir.

L'expérience prouve, chaque jour, qu'ils ne peuvent y réussir qu'en fondant une belle famille, c'est-à-dire en ayant au moins trois ou quatre enfants.

tracts, elle dénonce la « diminution des mariages et la réduction volontaire de la fécondité » et encourage la jeunesse à « fonder des foyers stables et peuplés », le tout sur fond de propagande militaire. Elle met en avant les nombreuses aides financières mises en place par l'État comme l'augmentation des allocations familiales ou le versement d'une prime de natalité. Ce culte de la mère de famille était particulièrement mis en avant lors de la fête des mères, célébration venue des Etats-Unis et lancée en France en 1926 après la Première Guerre mondiale pour relancer la natalité. Le Maréchal Pétain va valoriser à nouveau cette fête, par la remise de décorations comme la médaille de la famille française aux mères de famille nombreuse (minimum cinq enfants).

UNE VALORISATION DE FAÇADE

Mais derrière cette prétendue valorisation de la femme, se cachent de fortes répressions contre toutes les pratiques sociales allant à l'encontre de cet idéal familial. La proscription de l'avortement est une priorité de cette « lutte contre la décadence nationale ». Après avoir été relégué au rang de simple délit en 1923, le régime de Vichy définit à nouveau la pratique de l'avortement comme un crime, cette fois passible de la peine de mort dès février 1942. La chasse à la prostitution clandestine est également vue comme une mesure nécessaire au relèvement moral du pays et est sévèrement punie. En avril 1941, une loi est votée pour interdire le divorce durant les trois premières années du mariage ; en cas d'adultère, la faute est très largement imputée à la femme...

L'ÉPURATION DES FEMMES

Le 9 août 1944, c'est la fin du régime de Vichy, la France est libérée et le Général De Gaulle prend la tête d'un gouvernement provisoire. Il félicitera toutes les Françaises pour leur combativité et leur courage face à l'occupant, mais une partie d'entre

elles va pourtant une nouvelle fois être prise pour cible avec l'épuration qui se met en place à la Libération. Ces jugements se font cependant très souvent à la hâte, sans tribunaux et des véritables lynchages publics ont lieu. À Calais, une « Commission Locale d'Enquête Pour l'Épuration » ouvre au Palais de Justice, on y recevait toutes les personnes souhaitant dénoncer selon eux « des traîtres et profiteurs de guerre ». La délation était fortement encouragée. Les femmes sont alors très souvent accusées « d'épuration horizontale », c'est-à-dire, d'avoir eu des relations avec des Allemands. La vengeance et les règlements de compte seront nombreux et les femmes, souvent victimes de calomnies, de violences physiques et morales. Les enfants nés de Calaisiennes et d'Allemands sont toutefois une réalité et beaucoup d'entre eux seront laissés à l'assistance publique.

RETOUR AU FOYER

De par tous ces exemples, le rôle des femmes sous le régime de Vichy est clairement identifiable : suspectées de coquetterie, de féminisme, d'abandon de la Patrie, elles doivent dorénavant retourner à la sphère privée. La maternité est définie comme un devoir, un destin biologique auquel elles ne peuvent échapper. Une propagande au succès bien mitigé au vu des statistiques démographiques. En effet, un regain des naissances (le baby-boom) n'apparaît réellement qu'à partir de 1946, après la fin du régime. Le régime de Vichy n'a cependant, fait qu'exacerber une réalité déjà présente dès les années 1930 où l'idéal féminin était représenté sous les traits d'une ménagère. Beaucoup de femmes et de Calaisiennes ne vont cependant pas se plier à cette image et à ce rôle que veut leur imposer l'Etat pour montrer une facette plus combative d'elles-mêmes.

1. Famille lors de la guerre 2Fi917

© Archives municipales de Calais

2. Extrait d'un livret de famille en 1926 32S

© Archives municipales de Calais

UNE PÉRIODE DE REVENDEICATIONS

Durant l'Occupation, la majorité des Françaises concentrent leurs efforts dans la survie et la protection de leur famille. Cela entraîne une résistance quotidienne, souvent oubliée car moins spectaculaire : défilés contre la vie chère, manifestations contre le rationnement ou pour le retour des prisonniers, mouvements de grève... Beaucoup s'élèvent aussi contre le régime de Vichy qui les cantonne au rôle d'épouse et de mère. Ces revendications sont relayées par des mouvements organisés, notamment « l'Union des Femmes Françaises », rattachée au Parti Communiste, dont l'une des figures fut la Calaisienne Georgette Cadras, active en région parisienne avant d'être déportée à Ravensbrück.

LES MARIANNES

Dans le Pas-de-Calais, plusieurs comités se forment et créent des tracts comme « Les Mariannes » ou la « Ménagère » distribués en ville. On y invite les mères de famille et les ouvrières à manifester contre le manque de ravitaillement, les déportations ou le travail obligatoire. Ces tracts informent aussi de l'avancée de la guerre, luttent contre la censure et incitent les femmes à devenir marraines de soldats FTP (Francs-Tireurs et Partisans) pour leur envoyer ce dont ils manquent : vêtements, chaussures, nourriture... Cette résistance quotidienne est également illustrée par le dévouement et la solidarité dont certaines femmes vont faire preuve envers le reste de la population en ces temps difficiles, marqués par la peur, la faim, la répression, les pénuries, etc. Citons l'exemple de Marie Biret, assistante sociale pour le Secours National, qui durant le siège de 1944, brava les dangers des patrouilles allemandes et des bombardements pour faire son devoir envers ses patients. Tout comme Marie Anselle-Rickbusch, qui à l'âge de 50 ans continua à faire fonctionner les cuisines collectives malgré les risques de bombardements.

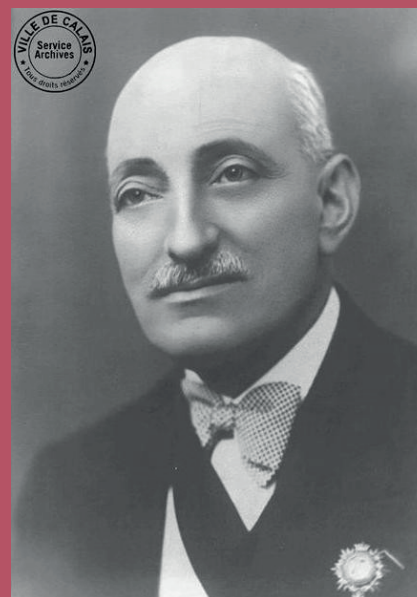
S'ENGAGER DANS LA RÉSISTANCE

À cette résistance du quotidien, s'ajoute une résistance plus active où les femmes ne vont pas

hésiter à rejoindre des réseaux organisés. Elles y ont très souvent un rôle logistique : cacher, héberger, nourrir, soigner, retranscription et transmission des informations... Souvent accompagnées d'un mari, d'un père ou d'un frère, comme Denise Berthe, fille de Gaston Berthe (futur maire de Calais après la guerre) qui intervenait en tant qu'interprète auprès des résistants cachés par son père ou encore Jeanne Beraet, qui avec son mari et son beau-frère, distribuait des tracts gaullistes et cachait des aviateurs à son domicile. Elle fut arrêtée en 1942, déportée et libérée en 1945 d'un camp de concentration. Certaines Calaisiennes n'hésitent pas à s'engager seules et beaucoup d'entre elles rejoignent les réseaux de passeurs d'hommes, particulièrement actifs à Calais comme « Jean de Vienne » ou « Pat O'Leary ». Yvonne Barbier faisait partie de ce réseau (l'une des rares résistantes à avoir une rue à son nom dans la ville) tout comme Augustine Playe-Darcourt qui réussit à passer entre les mailles de la Gestapo. D'autres se tournent vers les opérations de transmission et de renseignements et deviennent agents de liaison. C'est le cas de Raymonde Boetzle-Basserue qui passait des renseignements pour Londres ou encore Hélène Leuliette qui créa un journal clandestin dans lequel elle retranscrivait les messages radio de la BBC grâce à un poste de TSF gardé illégalement.

DES COMBATTANTES INVISIBLES

D'autres, sans appartenir à un mouvement de Résistance reconnu, ont pourtant agi par devoir citoyen et moral. C'est le cas de Raymonde Declémy qui, âgée de seulement 16 ans va cacher un soldat anglais dans la ferme de sa grand-mère durant 15 jours, dénoncée, elle sera emprisonnée durant un an. Même histoire pour Pauline Lecam, qui, pour avoir secouru un soldat anglais sera dénoncée et envoyée travailler dans les usines de guerre allemandes jusqu'en 1945. La délation était malheureusement courante, tous les résistants œuvraient sous des pseudonymes et n'étaient en contact qu'avec un nombre restreint de camarades afin de limiter les fuites en cas de torture de la Gestapo.



1. Portrait d'Yvonne Barbier 1958
 2. Portrait de Raymonde Basserue 1958
 3. Portrait de Pauline Lecam
 4. Famille Gerschel 1958
- © Archives municipales de Calais

RÉSISTER : LES RISQUES

Très peu de femmes portent les armes, mais leurs actions ne sont pourtant pas sans péril. Beaucoup furent arrêtées, dénoncées, emprisonnées ou déportées dans des camps de travail ou de concentration en Allemagne. Les résistants vivaient sous la menace constante de la délation, des affiches étaient placardées sur les murs de la ville pour mettre en garde ceux qui oseraient aider des résistants. Alice Marie en fit les frais et fut condamnée à cinq ans de travaux forcés pour avoir caché des aviateurs avec son mari, elle ne rentrera jamais. Lors de son procès, elle injuria l'armée allemande et sa peine fut prolongée. Transférée dans plusieurs camps, elle trouvera la mort à Ravensbrück en 1943 (une rue de Calais porte son nom). Les Calaisiens de confession juive vivaient également sous la menace des déportations, cette fois pour des raisons raciales. Ainsi fut chassé de la ville le maire de Calais en poste en 1939 : André Gerschel. Réfugié à Nice, il sera victime d'une rafle en 1944 et fut déporté à Auschwitz avec sa fille Odette et sa petite-fille de 8 ans, Françoise. Ils décéderont tous les trois dans les chambres à gaz à leur arrivée.

DES HÉROÏNES DISCRÈTES

Parmi les survivantes, deux comportements se dégagent après-guerre, celles qui ne souhaitent pas être mises en lumière estimant simplement avoir fait leur devoir et d'autres qui éprouvent le besoin de reconnaissance et de se réunir. C'est dans cet objectif qu'est créée en 1944 « l'Association nationale des anciennes déportées et internées de la Résistance ». Ce groupement, exclusivement féminin vient en aide à toutes les femmes ayant connu l'emprisonnement suite à leurs actions au sein de la Résistance. Quant aux autres, ce souhait de vouloir rester en retrait et de simplement vouloir reprendre le cours normal de leur vie amène à de fausses interprétations des chiffres concernant la présence des femmes dans les mouvements de Résistance (estimée entre 12% et 25%). En effet, beaucoup ne prirent pas la peine de se faire homologuer, après-guerre.

UN MANQUE DE RECONNAISSANCE

Seules six femmes recevront le titre de « Compagnons de la Libération » (accordé à ceux

qui avaient permis la libération de la France) contre 1032 hommes ! Les femmes représentent à peine 10% des médaillés de la Résistance. À Calais, plusieurs habitantes furent tout de même récompensées par la Légion d'honneur pour leurs actions en tant que résistantes ou pour leur dévouement envers la population. Marie Debray reçut ainsi la Légion d'honneur en 1943 en tant que présidente de la Croix-Rouge. Calaisienne tout comme Louise Cocquet, sous-lieutenant des Forces Françaises Combattantes qui fut déportée en 1943 et revenue invalide ou encore Valentine Cadet-Casimir qui cacha des soldats écossais chez elle. Après deux ans et demi d'internement dans des camps, elle recommença sans hésiter à son retour à Calais en juin 1944. D'autres reconnaissances seront accordées à plusieurs Calaisiennes comme la Croix du Combattant volontaire ou encore la Médaille de la Reconnaissance Française.

LES FEMMES EN POLITIQUE APRÈS LA GUERRE

À la fin de la guerre, bien qu'un certain conservatisme demeure valorisant le rôle d'épouse et de mère pour reconstruire la nation, les hommes et les femmes ont cette fois-ci (contrairement à la Première Guerre mondiale) partagé l'humiliation de l'occupation de leur pays et ont combattu ensemble, ce qui va offrir plus de visibilité à l'image de la femme combattante. La Seconde Guerre mondiale a permis aux femmes de sortir de la sphère uniquement familiale et privée pour leur ouvrir de nouvelles perspectives civique et politique. C'est ainsi que le 23 juin 1942, le Général De Gaulle reconnaît l'engagement des femmes dans la Résistance et déclare qu'« *une fois l'ennemi chassé du territoire, tous les hommes et les femmes de chez nous éliront l'Assemblée nationale* ». Le combat pour le droit de vote des femmes est ainsi relancé et cette fois, elles obtiendront gain de cause en votant pour la première fois aux élections municipales du 29 avril 1945. C'est lors de ces élections que cinq premières Calaisiennes seront élues conseillères municipales (déléguées à l'Instruction, aux Beaux-arts, au logement et au ravitaillement). Au niveau national, elles représenteront encore seulement 3% des élus cette année-là.



1. Calais nord après la libération 2Fi192

© Archives municipales de Calais

2. Visite de Charles de Gaulle en août 1945

© Collection privée Brunet



« LES FEMMES SONT DES SOLDATS, QUI LUTTENT ET SOUFFRENT POUR LA SURVIE DE L'HUMANITÉ ».

Anne Franck, Le journal d'Anne Franck, 1947.

Laissez-vous conter Calais ville d'art et d'histoire, en compagnie d'un guide-conférencier agréé par le ministère de la Culture.

Il connaît toutes les facettes de Calais et vous donne des clefs de lecture pour comprendre l'échelle d'une place, le développement de la ville au fil de ses quartiers. Le guide est à votre écoute. N'hésitez pas à lui poser vos questions.

Calais ville d'art et d'histoire

Le service propose toute l'année des animations pour les habitants, le jeune public et les visiteurs de passage. Il se tient à votre disposition pour tout projet éducatif et culturel. Des brochures spécifiques peuvent également vous être envoyées.

Réservations et demandes

vahc@mairie-calais.fr
Service ville d'art et d'histoire
9 rue Paul Bert
62100 Calais
03.21.46.66.92

Calais appartient au réseau national des Villes et Pays d'art et d'histoire

Le ministère de la Culture, direction de l'Architecture et du Patrimoine, attribue l'appellation Villes et Pays d'art et d'histoire aux collectivités locales qui animent leur patrimoine. Il garantit la compétence des guides-conférenciers et des animateurs du patrimoine ainsi que la qualité de leurs actions. Des vestiges antiques à l'architecture du XX^e siècle, les villes et pays mettent en scène le patrimoine dans sa diversité. Aujourd'hui, un réseau de plus de 200 villes et pays vous offre son savoir-faire dans toute la France.

À proximité

Beauvais, Boulogne-sur-Mer, Cambrai, Chantilly, Laon, Lille, Noyon, Roubaix, Saint-Quentin, Soissons et Tourcoing bénéficient de l'appellation Ville d'art et d'histoire; Lens-Liévin, Amiens Métropole, Pays de Saint-Omer, de Senlis à Ermenonville et Santerre-Haute Somme bénéficient de l'appellation Pays d'art et d'histoire.

Archives municipales de Calais

Centre administratif municipal,
20 Quai de la gendarmerie,
62100 Calais
03 21 46 62 69
<https://archives.calais.fr>
Ouvert uniquement sur rendez-vous les lundis de 8h15 à 11h45 et les mercredis de 13h30 à 17h15.

